



## Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Philippe SAUREL, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Patricia WEBER

## **Aménagement durable - Espaces naturels sensibles - Commune de Lattes - Mise en place par le Département de l'Hérault d'un périmètre de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles - Approbation**

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Lattes dispose, pour plus de la moitié de sa superficie, d'un capital paysager, écologique et agricole remarquable par sa diversité, sa richesse, mais aussi par sa fragilité. Les plaines agricoles, les reliefs, les cours d'eaux et les espaces lagunaires sont porteurs de l'identité et de la spécificité de la commune.

Elle connaît une pression foncière forte et des risques avérés de dénaturation des espaces agricoles et naturels. Ces espaces présentent un intérêt paysager, écologique et environnemental justifiant leur conservation, leur protection et leur valorisation. Notamment, la protection et la valorisation de l'étang du Méjean et de ses espaces riverains apparaissent comme des enjeux particulièrement importants.

Depuis 1980, sur le site naturel du Méjean, la Commune de Lattes en partenariat avec le Conservatoire du littoral mène une politique volontariste de préservation des richesses écologiques et de valorisation du patrimoine naturel. Le site naturel protégé du Méjean s'étend sur une bande de 3,5 km de long sur 1 km de large en bordure de l'étang du Méjean au sud de Lattes. La Commune de Lattes gère la Maison de la Nature afin de protéger, d'animer et de gérer ce site conformément au document d'orientation Natura 2000 et du plan de Gestion qui s'articule autour des actions suivantes :

- Aménager et restaurer le réseau hydraulique du site ;
- Gérer les habitats naturels et particulièrement la roselière ;
- Mettre en adéquation la pression pastorale avec la sauvegarde des habitats naturels ;
- Mettre en adéquation les différents usages du site ;
- Gérer la fréquentation et la mettre en perspective des obligations de préservation du milieu ;
- Acquérir de nouveaux terrains pour consolider la protection du site.

Par délibération n°2010-0011 en date du 28 janvier 2010, la Commune a approuvé le schéma d'intervention foncière Saint Sauveur – Embouchac en partenariat avec le Conseil Départemental et le Conservatoire du Littoral. Les objectifs de ce périmètre sont de :

- Maintenir les activités existantes et les traditions ;
- Mener un projet de découverte pédagogique du patrimoine naturel et culturel en partenariat avec le futur centre de loisirs, le musée archéologique et la Maison de la Nature ;
- Définir une zone d'activité de pleine nature pour les enfants de l'ALSH permettant la découverte d'un site naturel tant le jour (cabanes, parcours d'aventures...) que la nuit (découverte des insectes, observation des étoiles...) ;
- Proposer des balades en lien avec les aménagements actuels de la Lironde, du musée archéologique et de la maison de la nature ;
- Créer un véritable lieu de vie (aire de pique nique dans la partie Nord) ;
- Valoriser le patrimoine hydraulique de la zone ;
- Permettre à toute personne de se déplacer librement à la découverte de la faune et de la flore, dans une atmosphère ombragée.

La Métropole est co-gestionnaire depuis le transfert de compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Protection contre les Inondations (GEMAPI) depuis 2018 sur le Méjean.

La Commune mène également une reconquête active du secteur des jardins du Grands Tamaris pour lutter contre la cabanisation et revaloriser cet espace naturel en y implantant notamment un verger communal.

Enfin, par délibération n°2020-151 du 17 décembre 2020, la Commune a décidé de soumettre à déclaration

préalable toute division des terrains se trouvant en zones naturelles et agricoles du Plan Local d'Urbanisme (PLU) afin de pouvoir assurer leur protection.

La mise en œuvre de ces objectifs passe par des acquisitions foncières pour lesquelles il est donc indispensable de mettre en place le droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur les secteurs de la commune présentant un intérêt majeur.

Au titre de l'article L.113-8 du Code de l'urbanisme, les départements sont compétents pour élaborer et mettre en œuvre des politiques de protection, de gestion et d'ouverture au public des espaces naturels sensibles.

Dans le cadre de ces politiques, la possibilité est offerte aux départements de créer des zones de préemption par l'article L.113-14 du même Code.

La création de zones de préemption espaces naturels sensibles a pour objectif de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels. A cette fin, le Département élabore et met en œuvre une politique de protection et de gestion des espaces naturels, boisés ou non en vue de leur ouverture au public.

La justification du choix opéré pour la délimitation de la zone de préemption sur la Commune de Lattes a été guidée par l'existence de zonages et de classements réglementaires permettant d'identifier les secteurs remarquables et les plus menacés et présentant des enjeux environnementaux et paysager importants.

Le Conservatoire du littoral et la commune seront titulaires du droit de préemption par substitution dès lors que le département ne l'exercera pas.

L'article L.215-1 du Code de l'urbanisme précise que dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme approuvé, les zones de préemption sont créées avec l'accord de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme.

Par ailleurs, l'article L.5217-2 du Code général des collectivités territoriales dispose que les métropoles exercent de plein droit, en lieu et place des communes membre les compétences en matière de plan local d'urbanisme.

Par décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal officiel du 26 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est devenue Montpellier Méditerranée Métropole. C'est pourquoi, la création d'une zone de préemption dans les espaces naturels sensibles doit se faire avec l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte, Monsieur le Président du Conseil Départemental de l'Hérault, par courrier du 25 août 2021, sollicite l'accord de Montpellier Méditerranée Métropole préalablement à l'instauration d'une zone de droit de préemption au titre des espaces naturels sensibles sur le territoire de la Commune de Lattes.

La Métropole dispose d'une richesse environnementale exceptionnelle, du littoral vers les reliefs cévenols, qu'il convient de préserver et de reconquérir pour la valoriser. C'est pourquoi, dans son Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), révisé en 2019, une des quatre grandes orientations constituant le socle de ce document, porte sur la préservation et la reconquête de l'exceptionnelle richesse environnementale du territoire métropolitain qu'il convient de valoriser. L'objectif affiché par le SCoT est de préserver les deux tiers du territoire en tant qu'espaces naturels et agricoles et de maintenir ainsi durablement le premier facteur d'attractivité de la Métropole : son environnement.

Dans ces conditions, l'instauration d'une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles est indispensable afin que le Département de l'Hérault, par substitution la Commune de Lattes ou le

Conservatoire du littoral le cas échéant et éventuellement par délégation de l'article L.215-8 du Code de l'urbanisme Montpellier Méditerranée Métropole, puissent disposer d'un outil de maîtrise foncière afin de mener à bien les projets de protection et de valorisation des espaces naturels sensibles.

Compte tenu de l'intérêt pour Montpellier Méditerranée Métropole que présente l'instauration d'une telle zone de préemption, il est proposé au Conseil de Métropole de donner son accord sur la création d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles, sur le territoire de la Commune de Lattes.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De donner son accord pour la création, par le Département de l'Hérault, sur le territoire de la commune de Lattes, d'une zone de préemption au titre de la protection des espaces naturels sensibles ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172551-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Plan de délimitation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.